

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 31 de l'arrêté royal du 13 juin 1999 portant création d'un service pour les aumôniers appartenant à un des cultes reconnus et pour les conseillers moraux auprès des établissements pénitentiaires et fixant leur statut administratif et pécuniaire est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 31. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2000 ».

Art. 2. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 4 août 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 31 van het koninklijk besluit van 13 juni 1999 houdende oprichting van een dienst voor aalmoezeniers behorende tot één van de erkende erediensten en morele consulenten bij de strafinrichtingen en tot vaststelling van hun administratief en geldelijk statuut wordt vervangen als volgt :

« Art. 31. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2000 ».

Art. 2. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 4 augustus 1999.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

MINISTERE DES FINANCES

F. 99 — 2757

[99/03482]

4 AOUT 1999. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 20 novembre 1978 portant la création et la composition des collèges des chefs de service du Ministère des Finances et confiant à ces collèges certains pouvoirs en matière de carrière des agents de l'Etat

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté royal du 18 décembre 1998 portant création d'une part de l'Administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration du recouvrement et d'autre part du grade d'auditeur général, chef de service, et portant réforme de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus, modifié par l'arrêté royal du 16 juin 1999;

Vu l'arrêté ministériel du 20 novembre 1978 portant la création et la composition des collèges des chefs de service du Ministère des Finances et confiant à ces collèges certains pouvoirs en matière de carrière des agents de l'Etat, modifié par les arrêtés ministériels des 23 mars 1989, 10 juin 1994, 16 décembre 1994, 2 août 1995 et 16 janvier 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la création des comités de gestion à l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus et l'attribution de services et de personnel à l'Administration du recouvrement ont des conséquences sur la composition et le fonctionnement des collèges des chefs de service du Ministère des Finances;

Considérant qu'en vue d'un déroulement uniforme des carrières au sein des Administrations de la fiscalité des entreprises et des revenus, du recouvrement et du cadastre, de l'enregistrement et des domaines, il est essentiel de composer valablement ces collèges et de leur permettre de se réunir; qu'il est dès lors urgent de prendre le présent arrêté sans retard,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2, § 2, de l'arrêté ministériel du 20 novembre 1978 portant la création et la composition des collèges des chefs de service du Ministère des Finances et confiant à ces collèges certains pouvoirs en matière de carrière des agents de l'Etat, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le collège des chefs de service de l'Administration de la trésorerie est composé des fonctionnaires généraux occupant un emploi prévu au cadre, à l'exception des conseillers généraux de la trésorerie. »

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 99 — 2757

[99/03482]

4 AUGUSTUS 1999. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 20 november 1978 houdende oprichting en samenstelling der colleges van dienstchefs van het Ministerie van Financiën en waarbij aan deze colleges sommige bevoegdheden inzake de loopbaan van het Rijkspersoneel worden toevertrouwd

De Minister van Financiën,

Gelet op het koninklijk besluit van 18 december 1998 houdende oprichting enerzijds van de Administratie van het kadaster, de registratie en de domeinen en van de Administratie van de invordering en anderzijds van de graad van auditeur-generaal, dienstchef, en houdende hervorming van de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 juni 1999;

Gelet op het ministerieel besluit van 20 november 1978 houdende oprichting en samenstelling der colleges van dienstchefs van het ministerie van Financiën en waarbij aan deze colleges sommige bevoegdheden inzake de loopbaan van het Rijkspersoneel worden toevertrouwd, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 23 maart 1989, 10 juni 1994, 16 december 1994, 2 augustus 1995 en 16 januari 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de oprichting van de beheercentra bij de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit en de toewijzing van diensten en personeel aan de Administratie van de invordering gevolgen hebben voor de samenstelling van de colleges van dienstchefs van het Ministerie van Financiën;

Overwegende dat met oog op een uniforme afwikkeling van de loopbanen bij de Administraties van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit, van de invordering en van het kadaster, de registratie en de domeinen, het noodzakelijk is dat die colleges geldig worden samengesteld en kunnen vergaderen; dat derhalve dit besluit zonder dralen dient te worden genomen,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2, § 2, van het ministerieel besluit van 20 november 1978 houdende oprichting en samenstelling der colleges van dienstchefs van het Ministerie van Financiën en waarbij aan deze colleges sommige bevoegdheden inzake de loopbaan van het Rijkspersoneel worden toevertrouwd, wordt vervangen als volgt :

« § 2. Het college van dienstchefs van de Administratie der thesaurie is samengesteld uit de ambtenaren-generaal die een in de personeelsformatie opgenomen betrekking bezetten, met uitzondering van de adviseurs-generaal van de thesaurie. »

Art. 2. Dans l'article 2 du même arrêté, sont insérés un § 2bis et un § 2ter, rédigés comme suit :

« § 2bis. Les collèges visés à l'article 1^{er}, 3°, 4°, 6° et 9° sont composés des fonctionnaires généraux occupant un emploi prévu au cadre.

§ 2ter. Le collège des chefs de service de l'Administration des contributions directes qui doit se prononcer au sujet d'un service ou d'un agent pour lequel le directeur général du recouvrement n'est pas compétent, est composé du directeur général et du directeur général, adjoint bilingue, de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus, et des fonctionnaires généraux occupant un emploi prévu au cadre;

Le collège des chefs de service de l'Administration des contributions directes qui doit se prononcer au sujet d'un service ou d'un agent pour lequel le directeur général du recouvrement est compétent, est composé du directeur général et du directeur général, adjoint bilingue, de l'Administration du recouvrement, et des fonctionnaires généraux occupant un emploi prévu au cadre;

Le collège des chefs de service de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines qui doit se prononcer au sujet d'un service ou d'un agent du secteur T.V.A. de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines pour lequel le directeur général du recouvrement est compétent, est composé du directeur général et du directeur général, adjoint bilingue, de l'Administration du recouvrement, et des fonctionnaires généraux occupant un emploi prévu au cadre du secteur T.V.A. des services centraux de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines;

Le collège des chefs de service de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines qui doit se prononcer au sujet d'un service ou d'un agent du secteur T.V.A. de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines pour lequel le directeur général du recouvrement n'est pas compétent, est composé du directeur général et du directeur général, adjoint bilingue, de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus, et des fonctionnaires généraux occupant un emploi prévu au cadre du secteur T.V.A. des services centraux de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines;

Le collège des chefs de service de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines qui doit se prononcer au sujet d'un service ou d'un agent du secteur enregistrement de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, est composé du directeur général et du directeur général, adjoint bilingue, de l'Administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines, et des fonctionnaires généraux occupant un emploi prévu au cadre du secteur enregistrement des services centraux de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines;

Le collège des chefs de service de l'Administration du cadastre, est composé du directeur général et du directeur général, adjoint bilingue, de l'Administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines, et des fonctionnaires généraux occupant un emploi prévu au cadre. »

Art. 3. L'article 4, § 1^{er}, du même arrêté est remplacé comme suit :

« § 1^{er}. Le collège visé à l'article 1^{er}, 4° bis est présidé par l'Administrateur général des impôts.

Les collèges visés à l'article 1^{er}, 5° et 7° sont présidés par le directeur général de la fiscalité des entreprises et des revenus quand ces collèges doivent se prononcer au sujet de questions relevant de la compétence du directeur général de la fiscalité des entreprises et des revenus.

Les collèges visés à l'article 1^{er}, 5° et 7° sont présidés par le directeur général du recouvrement quand ces collèges doivent se prononcer au sujet de questions relevant de la compétence du directeur général du recouvrement.

Les autres collèges visés à l'article 1^{er} sont présidés par les chefs d'administration respectifs. »

Bruxelles, le 4 août 1999.

D. REYNDERS

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit, wordt een § 2bis en een § 2ter ingevoegd, luidende :

« § 2bis. De in artikel 1, 3°, 4°, 6° en 9° bedoelde colleges zijn samengesteld uit de ambtenaren-generaal die een in de personeelsformatie opgenomen betrekking bezetten.

§ 2ter. Het college van dienstcheefs van de Administratie der directe belastingen dat zich moet uitspreken over een dienst of over een personeelslid waarover de directeur-generaal van de invordering niet bevoegd is, is samengesteld uit de directeur-generaal en de directeur-generaal, tweetalig adjunct, van de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit, en de ambtenaren-generaal die een in de personeelsformatie opgenomen betrekking bezetten;

Het college van dienstcheefs van de Administratie der directe belastingen dat zich moet uitspreken over een dienst of over een personeelslid waarover de directeur-generaal van de invordering bevoegd is, is samengesteld uit de directeur-generaal en de directeur-generaal, tweetalig adjunct, van de Administratie van de invordering, en de ambtenaren-generaal die een in de personeelsformatie opgenomen betrekking bezetten;

Het college van dienstcheefs van de Administratie van de B.T.W., registratie en domeinen dat zich moet uitspreken over een dienst of over een personeelslid van de sector B.T.W. van de Administratie van de B.T.W., registratie en domeinen waarover de directeur-generaal van de invordering bevoegd is, is samengesteld uit de directeur-generaal en de directeur-generaal, tweetalig adjunct, van de Administratie van de invordering, en de ambtenaren-generaal die een in de personeelsformatie van de sector B.T.W. van de centrale diensten van de Administratie van de B.T.W., registratie en domeinen opgenomen betrekking bezetten;

Het college van dienstcheefs van de Administratie van de B.T.W., registratie en domeinen dat zich moet uitspreken over een dienst of over een personeelslid van de sector B.T.W. van de Administratie van de B.T.W., registratie en domeinen waarover de directeur-generaal van de invordering niet bevoegd is, is samengesteld uit de directeur-generaal en de directeur-generaal, tweetalig adjunct, van de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit, en de ambtenaren-generaal die een in de personeelsformatie van de sector B.T.W. van de centrale diensten van de Administratie van de B.T.W., registratie en domeinen opgenomen betrekking bezetten;

Het college van dienstcheefs van de Administratie van de B.T.W., registratie en domeinen dat zich moet uitspreken over een dienst of over een personeelslid van de sector registratie van de Administratie van de B.T.W., registratie en domeinen, is samengesteld uit de directeur-generaal en de directeur-generaal, tweetalig adjunct, van de Administratie van het kadaster, de registratie en de domeinen, en de ambtenaren-generaal die een in de personeelsformatie van de sector registratie van de centrale diensten van de Administratie van de B.T.W., registratie en domeinen opgenomen betrekking bezetten;

Het college van dienstcheefs van de Administratie van het kadaster is samengesteld uit de directeur-generaal en de directeur-generaal, tweetalig adjunct, van de Administratie van het kadaster, de registratie en de domeinen, en de ambtenaren-generaal die een in de personeelsformatie opgenomen betrekking bezetten. »

Art. 3. Artikel 4, § 1, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 1. Het bij artikel 1, 4° bis bedoelde college wordt voorgezeten door de Administrateur-generaal van de belastingen.

De bij artikel 1, 5° en 7° bedoelde colleges worden voorgezeten door de directeur-generaal van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit wanneer deze colleges zich dienen uit te spreken over aangelegenheden die vallen onder de bevoegdheid van de directeur-generaal van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit.

De bij artikel 1, 5° en 7° bedoelde colleges worden voorgezeten door de directeur-generaal van de invordering wanneer deze colleges zich dienen uit te spreken over aangelegenheden die behoren tot de bevoegdheid van de directeur-generaal van de invordering.

De andere bij artikel 1 bedoelde colleges worden voorgezeten door de respectievelijke administratiechefs. »

Brussel, 4 augustus 1999.

D. REYNDERS